

La grande offensive néo-libérale qui « nécessite la réforme » des Retraites.

- Le contexte des années 1970-1980-1990 :

- Pour reconstituer ses marges, le capitalisme internationalisé adopte les théories économiques Néo-Libérales, préconisées par l'**École de Chicago**¹

- Le coup d'État au **Chili** (1973) a décapité les forces de gauche et laminé les résistances. Sous la **dictature de Pinochet**, les multinationales américaines ont les mains libres et l'école de Chicago dispose du territoire chilien pour expérimenter les politiques néo-libérales.

- Au cours des années 1980, le néo-libéralisme devient la référence pour conduire l'économie mondiale. Il fait consensus entre le FMI, la Banque Mondiale, les États-Unis de Reagan et l'Angleterre de Thatcher² « *Il n'y a pas d'alternative* ». C'est ce qu'on appelle le **Consensus de Washington**.

Dans cette approche socio-économique, ce n'est plus, comme en 1945, au **Politique** de penser et d'organiser le contrat social en fonction d'une *vision de l'intérêt général*. C'est au **Marché** de réguler les rapports sociaux. Il est demandé aux États de ne pas perturber la concurrence « libre et non faussée » du Marché mondial, et d'étendre ce marché à l'ensemble des relations économiques (santé, services, éducation...).

- En 1989, la chute du mur de Berlin renforce la domination capitaliste. C'est « *La fin de l'histoire* »³ écrit en 1992 Francis Fukuyama⁴. Warren Buffet⁵, explicite en 2005 la thèse du politologue par la formule : "*Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.*"

- **L'offensive néo-libérale** vise à

- permettre aux **capitaux de circuler librement dans le monde** pour *s'investir à l'endroit où le profit est le plus intéressant* pour eux.

- et mettre en **concurrence sur un marché mondialisé**, les travailleurs organisés qui ont acquis des **droits** et disposent de **protections sociales** (ceux des Pays développés) avec la masse des travailleurs potentiels qui n'ont pas ces droits et ces protections.

- La création de **l'OMC** (janvier 1995) donne un cadre international au **Marché**, qui doit devenir le référent exclusif des échanges. L'OMC échappe aux références humanistes et éthiques de l'ONU. Les accords CETA, JEFTA, Mercosur...TAFTA, sont dans cette logique.

- L' Union Européenne adhère à ce *Consensus de Washington* et adopte la **Stratégie de Lisbonne** (signée en 2000, révisée en 2005)

- La **Protection Sociale** (dont les **Retraites** font partie), **doit s'inscrire dans les échanges marchands**. Le capitalisme veut se réapproprier les sommes colossales de la protection sociale qui échappent au marché financier et n'offrent aucune possibilité de faire du profit.⁶

1 théorisé par Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976 et quelques autres...

2 « *La société, c'est qui ? Ça n'existe pas ! Il y a des hommes et des femmes, il y a des familles, et aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit, si ce n'est à travers les gens.* » cité dans le Monde Diplomatique

3 **La Fin de l'histoire et le Dernier Homme** (essai) L'auteur voit dans la chute du mur de Berlin la suprématie absolue et définitive du modèle de démocratie libérale américain.

4 *Francis Fukuyama* : politologue américain néoconservateur, qui a servi l'administration Bush

5 *Warren Buffet* : milliardaire américain, 1ère fortune des États-Unis dans une interview de CNN en juin 2005, cité par le New York Times (le 26 novembre 2006)

6 Pourquoi payerais-je des dividendes aux actionnaires des sociétés d' assurances, si la solidarité nationale, à laquelle je contribue, assure ma protection sociale ?